

L'impact de la gestion de la dette publique sur la relation du couple franco-allemand et l'avenir de l'Union européenne : Quelle perception vue d'outre-Rhin ? Quels échos sur les marchés financiers ?

Questions - Réponses

Questions du public

Comment expliquez-vous ce lien entre l'Allemagne et la Russie ?

Henrik UTERWEDDE : Ce lien politique et économique est né pendant la guerre froide, dans les années 60, quand la politique de la détente de l'Occident, des États-Unis et ses alliés commence petit à petit à s'appliquer avec les traités de non-délivrance atomique passés avec la Russie et ainsi de suite. Là-dessus se greffe l'Ostpolitik du chancelier Brandt, une politique à l'est qui cherche à trouver un modus vivendi plus pacifique, plus coopératif, tout en restant dans une logique de guerre froide.

Et dans cette Ostpolitik, il y a aussi un volet économique important parce que beaucoup d'industriels allemands ont intérêt à migrer en Russie. Parce qu'un grand marché, c'est un pays qui commence, qui veut s'industrialiser davantage. Et donc, dès les années 70, il y a de vrais accords économiques entre les deux pays. Et puis bon, c'est un échange assez inégal, c'est des machines sophistiquées allemandes vers la Russie contre des matières premières, de l'énergie, gaz, pétrole russe.

Et ça marche très bien. Sous l'ère soviétique, le partenaire soviétique est scrupuleux sur les contrats, il n'y a aucun couac. Donc ce sont des relations économiques qui marchent très bien. Ce sont des relations gagnants-gagnants et ce développement donc se développe. Sous Poutine, les choses commencent à se gâcher. Mais au vu des dernières décennies qui sont derrière nous, beaucoup d'acteurs politiques et entrepreneurs avaient tardé à voir un peu le changement qui se profilait. Et c'est pourquoi, en Allemagne, collectivement, on a pris un peu trop de temps rétrospectivement à voir le changement radical des relations avec la Russie de Poutine. Et donc avec la guerre d'Ukraine c'était clair que ces relations économiques et commerciales avec la Russie devaient cesser. Il y avait un petit bémol sur les livraisons de gaz, pétrole parce qu'on était trop dépendants. Mais c'est fini maintenant.

Aujourd'hui, on voit très bien que les relations économiques avec la Russie sont devenues très minimales et d'ailleurs je dirais qu'elles n'ont jamais été très importantes au point de gêner l'économie allemande. Donc, la Russie était beaucoup plus dépendante du partenaire commercial allemand, que l'inverse. Donc, aujourd'hui, on en est là. Politiquement, c'est le gâchis. C'est très très clair. Économiquement, on en est vraiment à des relations a minima sans que ça gêne trop l'économie mondiale.

Que pensez-vous des projets communs de défense ?

Henrik UTERWEDDE : C'est une très bonne idée et par ailleurs ces projets ont une longue histoire dans les relations franco-allemandes et européennes. Dès les années 60, on a eu des projets de développement, d'avions militaires ou de des chars, de matériel militaire. Donc il y a une certaine histoire positive de ça. Malheureusement, le diable est dans le détail. Je prends un exemple.

La France et l'Allemagne ont décidé de bâtir un char franco-allemand - peut-être avec les espagnols - le char MGCS, qui est censé remplacer les Leclerc Français et les chars allemands. Il devait être prêt vers 2035. Récemment on a vu qu'il ne sera pas prêt en 2035.

Pourquoi ? Parce qu'il y a des querelles politiques et industrielles. Parce que les deux, les Français et les Allemands, ne peuvent se mettre d'accord sur le leadership industriel dans les segments technologiques en pointe qui sont liés à ce char. Donc il y a une question de collusion d'intérêts. Chacun veut être leader. Chacun craint un peu d'être désavantagé par le voisin. Et c'est tout bêtement dans la logique un peu concurrentielle qui se greffe sur cette bonne volonté de coopération.

Et comme ça, il y a d'autres projets qui ont soit capoté, soit ont eu besoin d'un grand effort politique de plus haut niveau pour être menés à bien. Donc c'est une très très bonne idée. Mais surtout dans le domaine militaire aussi parce qu'il y a des doctrines militaires qui sont toujours un peu divergentes, les intérêts des uns et des autres... Donc c'est une très bonne idée qui met beaucoup de mal à se réaliser alors qu'elle serait utile à la fois politiquement et économiquement par des économies d'échelle et d'autres avantages .

Quelle est l'allocation actions de Covéa Finance sur l'Allemagne ?

Francis JAISSON : Alors, c'est une bonne question. Nous n'avons pas d'allocation a priori par se une très bonne idée cteur géographique. En revanche, nous essayons de sélectionner des valeurs dont les modèles de croissance sont compatibles avec notre compréhension du monde et surtout qui soient des entreprises qui soient capables de s'adapter à ce monde et à cette Europe dont on a parlé aujourd'hui et dont nous venons d'évoquer tous les défis.

La fragilité politique actuelle de M. Macron a-t-elle une conséquence sur le lien franco-allemand et sur les décisions européennes à venir ?

Henrik UTERWEDDE : En principe, la coopération franco-allemande marche toujours mieux avec deux gouvernements forts, qui sont capables de faire des propositions courageuses, de faire des compromis nécessaires, et de les faire accepter dans leurs pays respectifs. Or, cette condition est rarement remplie. Est-ce le cas actuellement ? Je ne sais pas si, et dans quelle mesure, les difficultés actuelles du président Macron constituent un handicap pour son action européenne.

Car les thèmes actuellement prioritaires en Europe comme les investissements nécessaires en faveur du climat, du numérique, de la Défense, la réforme du pacte de stabilité et de la croissance, etc. sont moins « clivants » que la réforme des retraites en France. En ce qui concerne le gouvernement allemand (constitué de trois partis politiques), sa formation laborieuse et ses dissensions internes nombreuses entre les sociaux-démocrates, les verts et les libéraux font que le partenaire allemand n'est pas non plus au mieux de sa forme... Le chemin vers les décisions européennes à venir risque donc d'être sinueux – ce qui semble être plutôt la norme dans la construction européenne.

Dans quelle mesure l'Europe représente-t-elle une issue dans les divergences franco-allemande ?

La construction européenne est le vrai horizon, la vraie finalité des relations franco-allemandes. Ce sont les questions européennes qui dominent largement la coopération des deux gouvernements. Par conséquent, les divergences franco-allemandes portent presque toujours sur la politique européenne : réforme du pacte de stabilité et de croissance, politique industrielle, défense européenne, relations avec les États-Unis, politique envers la Chine...

Dans cette situation, l'issue est d'abord le respect des positions différentes du partenaire, signe que l'Europe, c'est la diversité ; ensuite, la volonté commune des deux gouvernements de rendre compatible les positions différentes, en dégagant des compromis. Finalement, tous les progrès majeurs de la construction européenne, comme l'Union économique et monétaire, sont le résultat de compromis franco-allemands, qui ont su rassembler les autres pays européens.

Retrouvez l'ensemble de nos analyses sur notre site internet www.covea-finance.fr

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 24 901 254 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Il contient des opinions et analyses conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier. Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit. Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Toute reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.